

Nord vaudois - Broye

Hémorragie au Service d'urbanisme d'une «ville en pleine croissance»

Yverdon-les-Bains

Une série de départs ébranle l'urbanisme de la Ville, à l'heure des grands défis

Erwan Le Bec

«Ce que nous vous offrons: les défis liés à une ville en pleine croissance.» C'est ce qui figure dans les offres d'emploi du Service de l'urbanisme et des bâtiments de la Ville d'Yverdon. Des annonces qui ne sont pas près de disparaître.

Deux fonctionnaires ont déposé leur démission la semaine dernière. D'après nos informations, et en moins d'une année, la totalité des urbanistes (cinq postes) et une partie de sa police des constructions (qui fonctionne avec six postes en tout) ont ainsi quitté ces bureaux... Une équipe qui tient entre ses mains ni plus ni moins que le développement de la deuxième ville du canton. «On en est à déléguer des postes à l'externe, comme la conduite du projet de la place d'Armes par exemple», soupire un élu. Plus de dix urbanistes auraient quitté la barque en cinq ans.

«On se pose des questions»

Le sujet est sensible, et il était palpable dans les rangs du Conseil communal jeudi soir, quand les écologistes ont innocemment demandé si ledit service avait suffisamment de ressources. Ce n'est pas la première fois qu'Urbanisme et Bâtiments est sous l'œil des



Réorganisé suite à un audit lancé en 2016, le dicastère de l'Urbanisme et de la Police des constructions fait face à plusieurs nouveaux départs. Les élus s'inquiètent. JEAN-PAUL GUINNARD

élus. Il a fait l'objet d'un audit en 2016, qui a débouché sur une réorganisation du dicastère avec l'ajout d'un poste de chef de service pour l'architecture.

Pour la Ville, difficile de faire une généralité. Une partie des départs était attendue pour des raisons diverses, et d'autres employés ont été débauchés par d'autres communes. On s'arrache les bons urbanistes en Suisse romande. «Le chiffre n'est effectivement pas excellent, concède la PLR Gloria Capt, municipale en charge du dicastère, avocate et ancienne députée. Mais on se pose des questions. Une étude sérieuse

va être menée, avec les ressources humaines, pour analyser et savoir s'il s'est passé quelque chose.»

Dans l'anonymat le plus complet, les anciens fonctionnaires soulignent que tous les départs ne sont pas liés à la vie normale du marché de l'emploi. L'ambiance au sein de l'équipe de l'urbanisme est bonne. Des efforts ont été faits sur les salaires. Et les défis ne manquent pas. «Travailler à Yverdon, c'est passionnant pour un urbaniste. Mais on en est tous partis la gorge serrée», lâche un ancien employé communal. Les démissionnaires regrettent à l'unisson des problèmes de conduite: le

style «direct» de la municipale, pas souvent présente dans les bureaux selon eux, ainsi qu'un rôle affaibli du chef de service.

Décalage

Au sujet des projets, plusieurs anciens employés pointent du doigt un gros décalage entre leurs attentes, leur formation, et la réalité finale. Ils parlent d'aménagements (des quartiers, routes ou parkings) pas assez ambitieux, qualitatifs ou réfléchis... «En fait, le rôle de la politique a évolué. La Municipalité intervient de plus en plus. Au final, avec les compromis, on se retrouve avec des projets qu'on ne

veut plus assumer comme carte de visite personnelle.» À cela s'ajoute une charge de travail conséquente et l'impression de ne pas voir les travaux avancer: Yverdon mène en effet de front plusieurs projets de grands quartiers, en sachant que la LAT ne les autorisera pas tous en l'état.

Quant à la Police des constructions, on nous susurre que certains sont partis parce qu'en désaccord avec la conduite politique de la majorité PLR. Des élus soulignent toutefois que des questions se posaient déjà sous l'ancienne majorité rose-verte. Quoi qu'il en soit, le service avait fait l'objet d'un rapport plus que positif de la part de la Cour des comptes, en novembre dernier.

Le rôle du politique

À la Ville, le ton se veut rassurant. «On va s'arrêter et réfléchir, ça prendra du temps. Précisons surtout que, avec le temps, le travail s'est incroyablement complexifié mais qu'aucun projet n'est arrêté, tout avance, réagit Gloria Capt. On a effectivement vu des gens partir avec le changement de majorité parce qu'ils ne se sentaient pas en phase avec la politique actuelle, et on le comprend.» Elle poursuit. «L'essentiel de mon travail, c'est accumuler des séances, souvent hors du bureau et à domicile. Je me demande si les collaborateurs comprennent le rôle du politique, peut-être qu'il faudra expliquer à nouveau notre fonctionnement: la plupart des employés ne regardent pas le Conseil communal, alors que l'urbanisme est par excellence le dicastère où politique et technique s'associent.»

L'ouverture des préaux yverdonnois reste en sursis

Conseil communal
Le règlement de police, après un an de travail, a été renvoyé pour compléments

Yverdon va-t-elle fermer l'accès à ses préaux? L'idée de la Ville, qui cherche à éloigner les fauteurs de troubles de ses écoles, avait soulevé le courroux des parents d'élèves et des bambins, qui auraient dû être privés de marelles depuis l'an dernier. Il faudra toutefois encore attendre pour être fixé. Jeudi soir, le règlement de police qui doit, entre autres, traiter la question, a été renvoyé à nouveau en commission par les élus.

Ce qui s'est passé? Ce texte qui régleme aussi les incivilités, la dissimulation du visage dans l'espace public, la prostitution et le stationnement, a été sévèrement critiqué par la commission ad hoc. Celle-ci l'a corrigé, expurgé de ses coquilles et contradictions, et retravaillé pendant plus d'un an. Le jour même du Conseil, la Municipalité a encore déposé quatre amendements, s'ajoutant à ceux des partis, afin de rectifier le tir: une exception au voile culturel devrait ainsi s'ajouter à l'interdiction de dissimuler son visage. Concernant la fermeture des préaux aux non-autorisés, les horaires doivent être précisés pour correspondre à la durée des cours.

Pourquoi des précisions si tardives? «Le rapport de la police n'est arrivé que mardi», explique le syndic Jean-Daniel Carrard. «Faux», s'énervé l'opposition, qui parle d'amateurisme. Le renvoi en commission a été accepté à la quasi-unanimité des élus. Les commissaires vont donc devoir remettre l'ouvrage sur le métier. **E.L.B.**